

Mercredi 17 décembre, deux membres du mouvement Extinction Rebellion, mouvement international de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le dérèglement climatique, sont venues au lycée dans le cadre des options PSP et DGEMC afin de présenter ce mouvement, et de débattre autour des questions écologiques et sociales notamment. Après avoir brièvement présenté le mouvement, et à la suite d'une activité collective autour des notions de désobéissance civile et de non violence vis-à-vis des actions d'Extinction Rebellion, nous avons pu les interviewer pendant près de trois quarts d'heure, avec des questions libres de chacun sur la fin, ouvrant la voie au débat. Ainsi, vous pouvez lire ci-dessus un compte rendu condensé de cette interview. "Q" correspond à nos questions, "XR" correspond aux réponses des membres d'Extinction Rebellion.

Q- Vous avez expliqué que le mouvement a été créé au Royaume-Uni et qu'il est aujourd'hui présent dans de nombreux pays. Pourquoi est-ce important pour vous d'être un mouvement international plutôt qu'un mouvement uniquement national ?

XR- Pour moi, c'est important parce que les problèmes que nous combattons, comme le changement climatique ou l'effondrement de la biodiversité, sont globaux. Les émissions de gaz à effet de serre ne s'arrêtent pas aux frontières de chaque pays, c'est un enjeu mondial. Si un seul pays agit, il peut avoir l'impression de se pénaliser économiquement. Mais si plusieurs pays avancent ensemble, cela devient plus cohérent et plus juste. Être un mouvement international comme Extinction Rebellion nous permet aussi de partager nos expériences, nos victoires et nos difficultés. Cela nous évite d'avoir une écologie déconnectée des réalités locales, notamment quand nous dénonçons des projets menés par des entreprises françaises à l'étranger, notamment avec les actions de Total par exemple.

Q- Vous parlez de "rébellion" dans votre nom. Faites-vous une distinction entre rébellion et révolution ? Souhaitez-vous une révolution globale ?

XR- Personnellement, je pense que le mouvement est traversé par plusieurs sensibilités politiques, donc je ne peux pas parler au nom de tout le monde. Pour moi, la "révolution" dont nous parlons concerne surtout la manière dont nous prenons des décisions collectives. Je crois beaucoup aux assemblées citoyennes, qui permettraient une démocratie plus directe. Ce serait déjà une transformation majeure par rapport au système actuel. Le mot "rébellion" me semble volontairement large : il peut correspondre à différentes formes d'action, de la désobéissance civile à des formes plus radicales. Ce flou permet à davantage de personnes de se reconnaître dans le mouvement.

Q- Est-ce que la montée de l'extrême droite représente un danger pour votre mouvement ?

XR- Oui, clairement. Je pense que dans certains pays, notamment aux États-Unis, les mouvements écologistes sont de plus en plus assimilés à des menaces ou à des organisations radicales. Notre groupe est en passe d'être classé comme antifasciste or avec Trump les groupes antifas sont considérés aux États-Unis comme des groupes terroristes. Nous, on nous a recommandé de ne pas nous y rendre, quand on se rend là-bas, on doit dire en rentrant sur le territoire si oui ou non on appartient à une organisation terroriste, or avec l'administration Trump, on est considérés potentiellement comme terroristes. En

France aussi, nous avons vu des dissolutions de collectifs militants. On a pu voir Darmanin s'acharner à la dissolution des Soulèvements de la Terre, et on peut aussi penser à La Jeune Garde et Urgence Palestine qui sont menacés. Cela crée un climat de pression et de criminalisation. Je trouve que la répression augmente et que cela peut devenir un obstacle sérieux pour les mouvements sociaux comme le nôtre.

Q- Pour rebondir sur les Soulèvements de la Terre, qui étaient présents à Sainte Soline, comment qualifieriez-vous votre relation avec les forces de l'ordre, notamment après les événements de Sainte-Soline ? On avait pu voir grâce à une enquête publiée par Médiapart et Libération des actes illégaux de violences policières avec une volonté de heurter les manifestants qu'ils soient pacifiques ou non.

XR- De mon point de vue, il existe une vraie tension. Je ne dirais pas que nous cherchons l'affrontement, au contraire : nous essayons de rester dans la non-violence et la désescalade. Mais je constate aussi une répression croissante, avec des gardes à vue longues pour des actions mineures, du fichage militant, et parfois des violences policières graves. Ce qui me marque, c'est surtout l'impact psychologique et le temps perdu, même quand la justice finit par nous donner raison. Les heures passées en garde à vue sont des heures que je ne vous souhaite pas de passer. Donc oui, il y a une réelle violence, à Sainte Soline des gens ont fini dans le coma, et se faire soigner dans les hôpitaux proches si on avait un bras cassé pouvait amener la police à venir prendre notre identité et nous convoquer au tribunal alors qu'on peut juste être tombé et n'avoir rien fait de grave. Je parlais des gardes à vue, et justement elles sont utilisées des fois pour des actes mineurs, comme des stickers dans le métro, et après 24 heures ou plus, sans avoir vu la lumière du jour, on est jugé innocent, mais on a perdu une journée entière. Le vrai problème, c'est la criminalisation des activistes, et la peur que cela peut donner aux militants, qui n'ont rien fait de grave, encore plus quand il s'agit de personnes de certaines couleurs de peau, qui sont plus régulièrement victimes de ces violences policières. Quand je vois un policier, je ne peux m'empêcher de me demander s'il n'a pas violenté un ami, ou n'importe qui.

Q- Pensez-vous que la non-violence suffira pour provoquer un réel changement de société ?

XR- Pour ma part, je considère la non-violence comme une stratégie, pas comme un jugement moral. Je pense que c'est la manière la plus efficace pour nous de mobiliser largement et d'être entendus par l'opinion publique. Cela dit, je reconnais que d'autres mouvements adoptent des stratégies différentes. Je crois que les formes d'action peuvent se compléter. Nous faisons le choix de la non-violence, mais nous ne nous permettons pas de condamner systématiquement les autres formes de lutte. Les mouvements plus violents font aussi que nous sommes perçus comme plus modérés et quelque part peut-être que grâce à eux notre mouvement est plus accepté.

Q- À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, soutenez-vous une personnalité politique en particulier ?

XR- Non, en tant que mouvement, nous nous voulons neutre vis-à-vis des élections. Personnellement, je peux avoir mes préférences, mais nous ne soutenons aucun parti officiellement. Notre objectif est de rassembler largement autour de nos revendications, notamment la mise en place d'assemblées citoyennes. Nous ne voulons pas nous diviser sur des questions partisans. Néanmoins, si on nous donne le choix entre les deux Marine

(Tondelier et Le Pen), notre préférence irait vers Marine Tondelier, mais ce n'est cependant pas une candidate que nous soutenons en particulier. Nous avons une ambition claire, c'est la mise en place d'assemblées citoyennes.

Q- Vous évoquez souvent l'objectif de mobiliser 3,5 % de la population. Le succès de certaines pétitions telle que celle à propos de la loi Duplomb avec plus de deux millions de signatures est-il un signe encourageant ?

XR- Oui, je trouve positif que des millions de personnes signent des pétitions. Cela montre un intérêt et une prise de conscience. Mais pour moi, signer ne suffit pas. Les 3,5 % dont nous parlons correspondent à des personnes prêtes à s'engager activement, par exemple dans des actions de désobéissance civile. Le vrai défi est de transformer la signature en engagement concret et durable

Q- Pourquoi prenez-vous position sur la question palestinienne alors que vous êtes un mouvement écologiste ?

XR- Pour moi, c'est lié au principe d'intersectionnalité des luttes. On parle aussi de convergence des luttes. Notre combat porte sur la défense du vivant. Quand il y a une destruction massive d'un territoire, des bombardements d'infrastructures civiles ou un écocide, cela entre directement dans notre champ de préoccupation. Nous estimons que certaines injustices sont liées aux mêmes logiques économiques et politiques que celles que nous dénonçons en matière écologique. Les prises de position sont décidées collectivement, par consultation interne, afin de s'assurer qu'elles correspondent à nos principes. Par exemple on soutient totalement les courants féministes, car le féminisme, c'est l'idée de vivre ensemble, et notre mouvement a pour but une société avec un vie durable, et souvent on peut participer à des actions avec d'autres mouvements ou associations, et se retrouver sur différents sujets, et c'est justement ça l'idée de la convergence des luttes, c'est que toutes les luttes sont liées car c'est un système entier, pas juste un seul problème isolée de la société qu'est la question climatique.

Q- Comment imaginez-vous des assemblées citoyennes à l'échelle internationale ?

XR- Je pense que c'est un chantier complexe mais nécessaire. Nous avons déjà essayé de coordonner des actions à l'échelle européenne à l'époque du covid par exemple on avait organisé une action à Bruxelles. Les décisions prises au niveau de l'Union européenne ont un impact énorme, notamment sur la régulation des entreprises, comme on l'a vu après la catastrophe du Rana Plaza. À mon sens, développer des formes de démocratie participative à l'échelle européenne ou internationale serait une évolution logique, même si cela demande beaucoup de travail et de coordination.